

.....
COMMUNE DE UTUROA

DELIBERATION N° 05 / 2022 du 24 janvier 2023

**Autorisant le versement de la participation financière communale
au Budget annexe de la restauration scolaire, au titre de l'exercice 2022.**

Date de convocation :
Le 16 janvier 2023

Date d'affichage du
compte-rendu de séance :
Le **25 JAN. 2023**

Nombre de conseillers	
en exercice	: 27
Présents	: 17
Procurations	: 05
Votants	: 22
Pour	: 22
Contre	: 00
Abstention	: 00
La délibération est approuvée à l'unanimité.	

ACTE RENDU EXECUTOIRE

le.....**25 JAN. 2023**.....

Le Maire certifie sous sa
responsabilité le caractère
exécutoire du présent acte,
publié/notifié

le**25 JAN. 2023**.....
et télétransmis au service de
l'Etat le**25 JAN. 2023**...

Le Maire,

Matahi BROTHERSON



LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE UTUROA

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre du mois de janvier, le conseil municipal dûment convoqué par lettre n°01/MU/CM du 16 janvier 2023, s'est réuni à la mairie de Uturoa, sous la présidence de M. Matahi BROTHERSON, Maire.

Etaient présents :

M. Matahi BROTHERSON,
M. Christian HUIOUTU,

M. Judex TAPUTUARAI,
Mme Hinarai DEANE,
M. Pierre TEROU,
Mme Augustine TUUHIA,
Mme Augustine LEMAIRE,
Mme Evangeline SHAM KOUA,
M. Pierrot TAMA,
M. Edwin TARUOURA,
Mme Elisabeth TETUA,
M. Camille MOU KAM TSE,
M. Paul BEAUMONT,
Mme Louana DIMOS,
M. Heiarii ROIHAU,
M. Marcel UEVA,
M. Mihimana ROOPINIA,
Mme Rarahu TIATIA,

Maire

3^{ème} adjoint au maire (*abs de 10h10 à 10h12, odj4.1 à 4.3*)
5^{ème} adjoint au maire
6^{ème} adjointe au maire
7^{ème} adjoint au maire
8^{ème} adjointe au maire
conseillère municipale
conseillère municipale
conseiller municipal
conseiller municipal
conseillère municipale
conseiller municipal
conseiller municipal
conseiller municipal (*prst à partir de 09h39, odj3*)
conseillère municipale
conseiller municipal
conseiller municipal
conseiller municipal
conseillère municipale

Etaient absents excusés et ayant donné procuration :

M. Johann ROOPINIA, 1^{er} adjoint au Maire, proc. à M. Christian HUIOUTU ; Mme Elisabeth MAHANORA, 4^{ème} adjointe au Maire, proc. à M. Matahi BROTHERSON ; Mme Marie-Line REIATUA, conseillère municipale, proc. à M. Camille MOU KAM TSE ; Mme Ella NATUA, conseillère municipale, proc. à M. Paul BEAUMONT ; M. Ihivai CHUNG, conseiller municipal, proc. à Mme Hinarai DEANE ; Mme Sylviane TEROOATEA, conseillère municipale, proc. à M. Marcel UEVA.

Etaient absents sans procuration :

Mme Noéla TIXIER, 2^{ème} adjointe au Maire ; Mme Doris HART, conseillère municipale ; M. Clément TEREUA-PAOAAFAITE, conseiller municipal.

Le nombre de conseillers municipaux en exercice est de 27 et 17 présents à l'ouverture de cette séance. Le quorum atteint, le Maire déclare la séance ouverte à 08h46.

Le Conseil municipal peut délibérer valablement.

Le conseil municipal nomme à l'unanimité Mme Augustine LEMAIRE et M. Marcel UEVA, secrétaires de séance.

- VU la loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie Française, modifiée ;
VU la loi organique n°2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie Française ;
VU les lois organiques n°2007-1719 et 2007-1720 du 7 décembre 2007 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française ;
VU le Code Général des Collectivités Territoriales applicable en Polynésie Française, et notamment les dispositions de l'article L.2224-2 ;
VU la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le Territoire de la Polynésie française ;
VU les lois n°77-744 du 8 juillet 1977 et 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le Territoire de la Polynésie Française promulguées par décret n°80-918 du 13 novembre 1980 ;
VU le décret n°45-1349 du 18 juin 1945 instituant la Commune de UTUROA, Chef-lieu des Iles-sous-le-vent ;
VU le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;
VU l'arrêté du 20 août 2010 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes de Polynésie Française et à leurs établissements publics administratifs ;
VU la délibération n°95/2009 du 30 novembre 2009 approuvant la création du budget annexe de la restauration scolaire communale ;
VU la délibération n°82/2021 du 13 juillet 2021 fixant le règlement intérieur du conseil municipal de la Commune de Uturoa ;
VU la délibération n°72/2021 du 13 juillet 2021 instituant et fixant la composition des commissions au sein du Conseil municipal de la Commune de UTUROA ;
VU la délibération n°33/2022 du 16 février 2022 approuvant le budget annexe de la restauration, exercice 2022, et ses modifications ;
VU la délibération n°30/2022 du 16 février 2022 approuvant le budget principal unique, exercice 2022, et ses modifications ;
VU la lettre n°01/MU/CM du 16 janvier 2023 portant convocation du Conseil Municipal de la Commune de UTUROA et la note explicative de synthèse ;

Exposé des motifs :

Considérant les contraintes de fonctionnement au niveau des services de la restauration scolaire qui ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs ;

Considérant les besoins de financement du budget annexe de la restauration scolaire, suivant les résultats provisoires de l'exercice 2022 ;

Considérant l'avis favorable de la commission des Ressources réunie le 23 janvier 2023 ;

Le conseil municipal est sollicité afin de délibérer sur la participation financière exceptionnelle du budget principal au budget annexe de la restauration scolaire, exercice 2022 ;

OUI l'exposé du Maire ;

Après en avoir délibéré en sa séance du 24 janvier 2023 ;

- D E L I B E R E -

Article 1^{er} : Le Conseil Municipal décide de verser une participation financière d'un montant de **15 500 000 FCFP** au budget annexe de la restauration scolaire de la Commune de Uturoa, au titre de l'exercice 2022.

Article 2 : La dépense correspondante est imputable au compte 657363 du budget principal.

Article 3 : La recette correspondante est imputée au compte 74748 du budget annexe de la restauration scolaire.

Article 4 : Conformément aux dispositions du code de justice administrative, le Tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par la voie de recours formée contre la présente délibération, dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication et de sa transmission au Représentant de l'Etat. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site « www.telerecours.fr ».

Article 5 : Le Maire et le Trésorier des Iles sous le vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente délibération.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Matahi BROTHÉRON

Extrait de délibération n° 05 / 2023 du 24 janvier 2023